

# LE SOCIALISTE

Organe central du Parti Ouvrier Français  
PARAISANT LE DIMANCHE

## ABONNEMENTS :

Trois mois 1 fr. 50; Six mois 3 fr.; Un an 6 fr.  
Étranger : Un an 8 fr.

## REDACTION ET ADMINISTRATION :

PARIS — 5, rue Rodier, 5 — PARIS

## ADMINISTRATEUR-DÉLÉGUÉ

JEAN-BERTRAND

Les organisations qui constituent le Comité général étant appelées à verser le 15 mars au plus tard le premier trimestre de leur contribution, les Fédérations, Agglomérations et Groupes du P. O. F., sont invités à faire parvenir immédiatement au Conseil national les 2 centimes par timbre destinés à acquitter leur part contributive.

## LES UNIVERSITÉS POPULAIRES

Il pousse des universités populaires depuis quelque huit à dix semaines : bientôt tous les arrondissements de Paris seront dotés d'une ou plusieurs universités ; les bourgeois, toujours anarchistes, en fondent chacun selon sa jugeote autonome. Leur nombre est déjà si considérable, qu'ainsi que les figurants des cirques, on est obligé de faire circuler des uns aux autres, le même personnel décoratif et enseignant. Le plan d'études ? mais il n'y en a pas ; on débute par des représentations accompagnées de discours philanthropiques, de récitations, de chants, de musique et par une ou deux séances de science amusante, que donnent des savants pour de vrai ; puis arrivent les farceurs, les moralistes plus ou moins jeunes, les littérateurs sans lecteurs, les aspirants à la politique, qui ont besoin de se faire connaître et d'apprendre à parler en public.

Jaurès est dans l'enthousiasme ; il est toujours enthousiasmé de ce que font les philanthropes. Il me prend à partie dans la *Petite République*, sans me nommer, parce que dans une Conférence au Groupe des étudiants collectivistes, sur le *Socialisme et les Intellectuels*, je m'étais permis de ne pas prendre au sérieux cette dernière marotte de la Bourgeoisie libérale. « On me dit, écrit Jaurès, qu'il y a des socialistes qui voient encore un calcul machiavélique de la bourgeoisie et un piège pour les travailleurs dans les universités populaires. .... Pour nous, quelles que soient les interprétations venimeuses, nous sommes absolument résolus à continuer l'œuvre d'émancipation intellectuelle, qui est la condition de la Révolution. »

Que voulez-vous, Jaurès, les marxistes ont le cerveau mal fait ; ou du moins, différemment organisé que le vôtre : les œuvres des philanthropes ne leur disent rien de bon. Ils croient que ces Messieurs aimeraient à voir les ouvriers se désintéresser de l'étude du socialisme, qui est la véritable et la seule préparation intellectuelle à la Révolution, pour s'occuper de questions scientifiques qu'ils n'ont ni le temps, ni les moyens d'approfondir, pour s'avachir avec la littérature décadente de cette seconde moitié du siècle et pour s'empoisonner avec la morale et l'économie bourgeoises. Mais les universités populaires flamberont comme feu de paille, tôt allumé, tôt éteint.

Un ouvrier qui a appartenu successivement à notre organisation et à celle des blanquistes, est venu, il y a trois semaines, me demander nos brochures et nos publications pour la bibliothèque d'une université populaire, dont il est un des fondateurs. Ce citoyen, très au courant des théories marxistes, et resté de cœur et d'intelligence avec nous, malgré son retrait de la vie politique active, me parla du profond étonnement des bourgeois avec qui il venait en contact, quand ils rencontraient

des ouvriers raisonnant sur les questions sociales et retournant leurs arguments : on dirait qu'ils se croient d'une autre espèce, et qu'ils pensent que les ouvriers sont des brutes à face humaine, privés « du bien de l'intelligence », selon le mot de Dante. Il me parla aussi de la méfiance, mêlée de crainte, qu'ils avaient pour Vaillant, Guesde et les militants marxistes ; elle était si éveillée que, pour ne pas les effaroucher, il ne soutenait pas de leur autorité les idées qu'il défendait contre eux. Ce socialiste, qui se plaignait amèrement des bêtises d'avant 1848, que les conférenciers débitaient sur Lamennais, la morale et autres sujets d'intérêt aussi palpitant et qui venait chercher nos publications socialistes comme un contre-poison, n'a pas osé demander ni à Guesde, ni à Vaillant, ni à moi, d'aller faire une conférence dans son université populaire. Nous ferions déguerpier les philanthropes.

Le socialisme, non émasculé par les intellectuels et les intégralistes, est banni des universités populaires.

Que les bourgeois qui s'intéressent aux universités populaires en aient conscience ou non, ce mouvement est un essai de captation intellectuelle de la classe ouvrière, et une tentative pour donner à l'idéologie bourgeoise une nouvelle prise sur le cerveau ouvrier.

M. Anatole France est philosophiquement une des têtes les plus émancipées de la Bourgeoisie, et son esprit est généreux, ainsi que l'a prouvé sa noble et courageuse conduite dans l'affaire Dreyfus ; cependant dans son discours inaugural de l'université des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> Arrondissements, que reproduit la *Petite République*, il donne la vieille balançoire de la libre pensée bourgeoise, comme un instrument d'émancipation :

« Si l'on réfléchit, dit-il, sur les misères qui depuis l'âge des Cavernes jusqu'à nos jours encore barbares, ont accablé la malheureuse humanité, on en trouve presque toujours la cause dans une fausse interprétation des phénomènes de la nature et dans quelques-unes de ces doctrines théologiques, qui donnent de l'univers une explication atroce et stupide. Une mauvaise physique produit une mauvaise morale et c'est assez pour que durant des siècles, des générations humaines naissent et meurent dans un abîme de souffrances et de désolation. »

Depuis un siècle, les sciences, dont le développement n'a rien de comparable dans l'histoire, ont renouvelé la conception du monde, et cependant c'est la morale que formulaient Socrate et Platon, aux débuts de l'ère de la propriété individuelle et de la démocratie bourgeoise, qui règne encore et ce sont les intellectuels, nourris de la moëlle de la science moderne, qui sont les soutiens de l'oppression capitaliste.

M. Anatole France est un philosophe de cabinet qui n'est jamais descendu dans l'arène de la lutte de classes et qui ne s'est jamais préoccupé de rechercher les motifs réels des sociétés humaines ; on s'explique donc pourquoi il attribue à des doctrines théologiques les souffrances et les dégradations qui blessent son esprit et révoltent son cœur ; mais dût Jaurès m'accuser d'interprétations venimeuses, je me vois forcé de déclarer à M. Anatole France que là n'est pas la cause du mal et que tant que la propriété individuelle subsistera, les intellectuels, qu'ils appartiennent au clergé,

à la philosophie, à la littérature, à la science ou à la politique, continueront à fabriquer des systèmes de morale, de philosophie et de politique pour cacher aux opprimés la cause véritable de leurs misères ; et les universités populaires sont une tentative pour les détourner de sa recherche : ce n'est pas la première.

Il y a quelques années, quand le socialisme commençait à s'emparer des masses ouvrières, le clergé crut qu'en le falsifiant, il lui servirait d'instrument pour reconquérir sur le populaire son antique influence : le pape écrivit sa fameuse encyclique ; des curés et des évêques de Belgique et du département du Nord s'occupèrent de fixer le  *salaire normal*  que les patrons catholiques devaient payer ; ils trouvèrent que 25 fr. par semaine devait être le  *salaire minimum*  d'une famille de 5 membres, dont 3 travailleraient ; les évêques lancèrent dans les réunions publiques les abbés faméliques. Le socialisme chrétien fit fiasco.

Alors intervinrent les philanthropes de l'économie politique et de l'Académie des sciences morales et politiques, ayant à leur tête M. Anatole Leroy-Beaulieu : ils voulurent s'assurer les jeunes intellectuels des écoles afin de les convertir en missionnaires allant prêcher la fondation des cités ouvrières et d'autres œuvres philanthropiques semblables ; ils ne devaient pas promettre le paradis, mais de bons revenus, cinq pour cent au lieu de trois.

Les philanthropes du cinq pour cent ayant échoué, les philanthropes de la Justice, de l'Art et de la Science se présentent avec leur orviétan et leur onguent chloroformisé.

L'ouvrier mal nourri que dix et honze heures d'atelier épuisent, ne peut avoir qu'une très petite somme d'énergie de reste pour organiser des syndicats, des coopératives, des groupes politiques et socialistes ; rien donc ne serait plus profitable à la classe capitaliste que d'entraîner les militants des syndicats et des organisations socialistes à absorber ce faible résidu d'énergie intellectuelle dans des études scientifiques, littéraires et autres.

Il n'y a qu'une science que les travailleurs doivent acquérir, même en se serrant le ventre, même en prenant sur leur sommeil, c'est le socialisme, la seule science dont l'application supprimera leurs misères et leurs souffrances et ouvrira les portes d'un monde où tous les êtres humains pourront librement développer leurs facultés physiques et intellectuelles.

Paul Lafargue.

## DANS LE RHONE

Dimanche, 11 mars, aura lieu dans la première circonscription de Villefranche une élection législative.

Notre ami Revin, vigneron à Anse et membre du Parti a été désigné comme candidat par le Congrès du 23 février.

Dans ces quelques jours, il s'est transporté dans un certain nombre de communes où il a fait applaudir le programme du parti. C'est à la presque unanimité qu'à Villefranche le 3, à Pérééron, Sal et Saint-Julien le 4, a été adoptée cette candidature de classe.

Samedi soir, Zévaès prêtera son concours à Revin dans une grande réunion publique qui s'organise à Villefranche.

## Ramollissement

Dans le pays classique de la lutte de classe, là où l'antagonisme entre les patrons et les ouvriers s'est révélé avec le plus d'acuité, en Angleterre enfin, on assiste aujourd'hui à des phénomènes qui réjouiront ceux qui veulent voir la fin des haines éternelles. Il n'est pas inutile de montrer ici les résultats de la politique de conciliation qui a sévi depuis deux ans, et qu'un économiste bourgeois (J. Bonac, cité par Kautsky dans sa réponse à Bernstein) a démontré « n'être nullement différente du radicalisme ordinaire ». Il faut ajouter ce témoignage à celui qu'Henry Maret décernait, il y a environ six mois à la nouvelle école et aux nouvelles tendances.

Lors du dernier Congrès des Trades-Unions, l'on avait décidé de réunir les représentants des principales Unions pour délibérer sur les meilleurs moyens d'obtenir une forte représentation ouvrière au Parlement. Le résultat a été, somme toute, satisfaisant, surtout la seconde motion, proposée par Keir Hardie et qui demande « la formation d'un groupe spécial du travail, avec ses secrétaires à lui, prêt à coopérer avec chaque parti qui momentanément propose des lois en faveur des travailleurs et est de même préparé à se joindre à d'autres partis disposés à résister à des lois de tendances contraires ». C'est, en résumé, la tactique de Parnell appliquée à la lutte de classe, et surtout c'est, une fois pour toutes, la fin de la dépendance qui a si longtemps attaché les députés ouvriers au parti libéral. Qui dit, en effet, intérêts de la classe ouvrière implique lutte de classe.

Mais ce qui est à noter pour le moment, ce sont les arguments donnés par les adversaires du principe de la lutte de classe. John Burns (et ici l'on cite ses paroles d'après un compte-rendu de journal bourgeois, en espérant qu'il rectifiera) aurait dit : « J'avoue que je suis fatigué d'entendre toujours parler de bottines pour les ouvriers, de trains ouvriers, d'habitations ouvrières, etc. Le temps est venu dans le mouvement du travail où nous ne devons plus être prisonniers de phrases de classe. » Que Burns ait prononcé ou non ces paroles, elles expriment bien la lassitude de certains socialistes, qui se refusent à ce qu'ils appellent la continuation de la lutte stérile et à l'opposition irréconciliable. De même, à la proposition de la Social Democratic Federation affirmant le principe de la lutte des classes, d'autres orateurs ont parlé de l'imprudence qu'il y aurait à effrayer les travailleurs par une tendance révolutionnaire trop accentuée.

Comme leçon de choses, il est curieux d'opposer ce qui s'est passé au Parlement anglais, le jour même qui suivit la conférence où ces opinions modérées avaient été émises. Il s'agissait du projet de loi demandant la journée de huit heures pour les mineurs. L'histoire de ce bill est très mouvementée et très caractéristique du flux et du reflux des opinions bourgeoises vis-à-vis d'une mesure ouvrière. On sait que pour qu'un projet soit adopté au Parlement anglais, il faut qu'il soit lu deux fois, puis qu'il passe devant un Comité, et de là à la Chambre des Lords. Pendant trois législatures, le bill a eu des fortunes diverses. En 1892, en seconde lecture, il a été rejeté par une majorité de 112 ; en 1893, il a été admis en seconde lecture par une majorité de 78 ; en 1897, rejeté dans les mêmes conditions par une majorité de 41. Enfin, cette fois, il a été repoussé par une majorité de 24.

Que les patrons s'opposent à ce projet, rien n'est plus naturel. L'un d'eux a même fait la remarque que le travail dans les mines était une occupation très saine. Après cela, il n'y a plus qu'à tirer l'échelle et à

laisser les mineurs dans leur mine, pour le plus grand bien de leur santé. Mais la plus grande résistance à cette proposition est toujours venue d'une certaine classe d'ouvriers, les Unions de Northumberland et de Durham, représentées au Parlement par MM. Burt et Wilson, qui prétendent qu'il faut leur laisser arranger leurs propres affaires, et qui se gardent bien d'avouer que si les mineurs de ces districts jouissent déjà de la journée de huit heures, c'est parce que leurs enfants travaillent quatorze heures, et comblent le déficit de temps pour les patrons.

La conclusion, c'est qu'une fois que le principe de la lutte de classe est rejeté par les ouvriers, ils se tournent, pour la plus grande joie des patrons, les uns contre les autres, sexe contre sexe, corporation contre corporation, adultes contre enfants; tel est le pandémonium dans lequel nous replongent inconsciemment ceux qui nous parlent de referendum dans la classe ouvrière. En Angleterre, tous les mineurs des districts du Nord voteraient comme un seul homme contre une journée de huit heures établie par acte de Parlement, et il faut que ce soit un ministre bourgeois, M. Chamberlain lui-même, qui vienne dire à ces ouvriers, traîtres à leur classe, bourreaux de leurs enfants, « que l'action législative est la plus simple, la plus facile, et la moins irritante façon de résoudre la question, » et il ajoute « qu'une occupation continue de huit heures est la limite raisonnable du travail d'un homme ».

Les deux incidents de cette semaine se trouvent donc en relation directe de cause à effet. Relâchez la tension nécessaire à toute lutte de principes, prêchez la réconciliation avant l'heure et la cessation de tout antagonisme, écoutez les réclamations particulières et individuelles dans la classe ouvrière, au lieu de lui donner un but commun et spécial, et vous assisterez bientôt partout au spectacle que nous présente la classe ouvrière anglaise. La lutte de classe aura disparu pour se voir remplacer par lutte entre syndicats ou rivalité entre coopératives. Les apôtres de la paix et de l'harmonie auront, comme toujours, provoqué la guerre et l'anarchie.

G. Bonnier.

## Réforme n° 1

Des articles dithyrambiques ont appris, ces derniers temps, au monde ouvrier, que le Messie du ministère du commerce avait fait faire un pas de géant à la solution de la question sociale.

Il ne s'agissait rien moins que d'une révolution, pacifique sans doute, mais doublement bienfaisante : « Depuis quelques mois, écrivait-on, les syndicats ouvriers ont le droit de nommer, au suffrage universel de leurs adhérents, un tiers des membres du Conseil supérieur du Travail. Le Conseil est appelé à donner son avis sur toutes les lois du travail... Comment les prolétaires négligeraient-ils de s'y assurer une représentation directe?... Comment renonceraient-ils... etc... ».

Je l'avoue : pour ma part, j'étais fort heureux de constater que, d'un coup, nous

## INSTRUMENT DE CLASSE

La façon la plus scientifique d'examiner et de juger l'œuvre accomplie par la grande Révolution bourgeoise n'est pas de la suivre dans ses remous et ses méandres, non plus, comme font certains, de planer aux sphères éternelles, au risque des grands coups de vent. Il faut se placer — en esprit seulement — à côté de Samson, et encore pas trop près, et voir fonctionner ce tranchant instrument, auquel la Bourgeoisie doit d'avoir conquis et conservé le pouvoir politique, nous voulons parler de la guillotine.

N'était-ce pas Cambon, le grand financier de la Révolution, qui s'écriait, dans un accès d'enthousiasme lyrique : « Voulez-vous faire triompher votre système financier, vos assignats? Guillotez! Voulez-vous payer vos quatorze armées? Guillotez encore, guillotez toujours! » La bourgeoisie actuelle veut accepter la succession que lui ont légué ses grands ancêtres, mais seulement sous bénéfice d'inventaire, en prenant les profits et en repoussant le couperet de la place de la

allions avoir le tiers des voix dans une assemblée importante. Aussi m'empressai-je de me procurer ce décret, afin de m'en bien pénétrer... Hélas! à la lecture de ce texte, toutes mes illusions s'envolèrent, ainsi qu'au vent de la tempête s'envolent les feuilles jaunies des arbres.

Le décret du 22 janvier 1891, qui créa le Conseil supérieur du Travail, le constituait ainsi : « Il est composé de soixante membres, dont dix membres de droit et cinquante membres choisis parmi les membres du Parlement, les industriels, ouvriers, conseillers prudhommes, etc... ».

C'était net. On savait qu'à part un ou deux membres en mal d'opposition, principalement les membres de droit quand le ministre ne leur conviendrait pas, tous les autres membres prendraient comme modèle le nègre de la Porte Saint-Denis, qui, d'un mouvement de tête approbatif, semble toujours être de votre opinion.

Le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1899 a d'autres apparences. Il a l'air, en effet, de tenir compte du suffrage universel (élection par les syndicats), et de la représentation proportionnelle (22 membres ouvriers sur 66). Et l'on peut dire que la clarté du fait brutal de l'ancien décret fait place à un système amphigourique fort difficile à pénétrer. En somme, sans être taxé de mauvaise foi, on peut affirmer que le nouveau mode de recrutement du Conseil supérieur du Travail jouit d'un aspect plus démocratique, pour arriver au même résultat. Il semble que l'hypocrisie des anciens libéraux chartistes soit une forme rajeunie. On paraît s'appuyer sur l'élément populaire, à condition que cet élément soit trié sur le volet.

Voyons d'abord à propos du suffrage universel. Le Conseil supérieur du Travail se composera dorénavant de soixante-six membres — six de plus que l'ancien —. Je ne pense pas que cette augmentation constitue une réforme.

1<sup>o</sup> 15 membres nommés par les Chambres syndicales patronales; 7 membres nommés par les Conseillers prud'hommes patrons. — Total : 22.

2<sup>o</sup> 15 membres nommés par les Chambres syndicales ouvrières; 7 membres nommés par les Conseillers prud'hommes ouvriers. — Total : 22.

3<sup>o</sup> 3 sénateurs nommés par le Sénat; 5 députés nommés par la Chambre; 4 membres choisis par le Ministre; 10 membres de droit qui seront : Le président de la Chambre de commerce de Paris; le trésorier de la Chambre consultative des associations ouvrières de production; le vice-président de la Commission consultative de la Bourse du Travail de Paris; le président du Conseil municipal de Paris; le directeur général des Manufactures de l'Etat; le directeur des routes et des mines au ministère des Travaux publics; le directeur des Chemins de fer de l'Etat; le directeur de l'Industrie au ministère du Commerce; le chef de la division de l'assurance et de la prévoyance sociales au ministère du Commerce. — Total : 22.

Quatorze membres des Conseils de Prudhommes sont élus par ces Conseils, c'est-à-dire au suffrage restreint. Le suffrage

Révolution, sans lequel elle serait encore aujourd'hui sujette de la Noblesse et de la Royauté.

A cette hauteur; à quelques pieds au-dessus de la foule, au niveau de la charrette, le mécanisme de la Révolution devient d'une clarté transparente. C'est sur ces quelques pièces de bois grossièrement agencées, que la Bourgeoisie a procédé à l'élimination des obstacles qui gênaient sa marche au pouvoir.

L'étude des listes, dressées par Campardon et Wallon, des condamnés du Tribunal révolutionnaire de Paris est instructive, et montre que tandis que l'on bavardait à la Convention, et que les différentes fractions de la Bourgeoisie se disputaient le pouvoir, l'ouvrage, « de la bonne œuvre » pour la classe aujourd'hui régnante, se faisait méthodiquement par la main de Samson et de ses aides.

En relevant, sur la liste, les noms, titres et qualités des condamnés, on voit d'abord — en mettant de côté les individus quelconques, entraînés dans le tourbillon de ce grand mouvement — que les deux grands obstacles de la bourgeoisie sont renversés violemment. Pendant toute la durée du Tribunal révolutionnaire de Paris (jusqu'au 31 Mai 1793), trois cent vingt-trois ex-nobles, officiers, propriétaires, fonction-

naires, sont exécutés, et à côté d'eux, deux cent cinq religieux, des deux sexes, assermentés ou insermentés, constitutionnels ou non. Avec la royauté c'étaient les représentants de la propriété territoriale, et, comme en même temps que l'on prenait les vies, l'on confisquait les biens, on s'aperçoit de la justesse de l'exclamation de Cambon. C'était en réalité une « opération de finance », et jamais il n'y eut exemple d'une réussite aussi complète.

A côté de ces deux piliers de la société, plus près de la noblesse que du tiers, se trouvaient ces représentants de la magistrature, ces employés qui dépendaient de la noblesse et de la royauté. Là aussi il fallait faire place nette pour de nouveaux candidats. La suppression violente de trois cent quinze magistrats, depuis les membres du Parlement, jusqu'aux petits employés des aides, en passant par les fermiers généraux, permet d'établir solidement — ce qui arriva au Consulat — l'administration que l'Europe nous envie.

Ceux-ci étaient les obstacles directs, les ennemis que la bourgeoisie trouvait sur sa route vers la conquête du pouvoir; mais il fallait, pour que l'opération aboutisse, faire coup double. Anéantir la noblesse et le clergé, c'était bien, mais il fallait terrifier la petite bourgeoisie, le menu peuple, qui

universel sert tout au plus à la nomination des quinze membres nommés par les Chambres syndicales patronales et des quinze membres nommés par les Syndicats ouvriers. Et encore, le décret ne spécifie pas que des assemblées générales de syndicat auront lieu, où seront discutées les candidatures; il ne dit pas non plus que des votes auroient lieu au siège des syndicats. Le décret dit : Les syndicats ont droit à une voix par vingt-cinq membres.

C'est alors que commence une singulière comédie :

« Les votes seront envoyés, sous enveloppe, au Ministère du Commerce. »

« Le dépouillement se fera par les dix membres de droit. »

« Les réclamations relatives à ces élections seront jugées par le Ministre. »

Comment sera alors garantie la sincérité du vote?... Qui peut répondre que, par ce moyen, on n'arrivera pas à évincer les syndiqués connus pour leurs opinions anti-gouvernementales?...

Voilà donc en quoi se résume l'exercice du suffrage universel pour la nomination des membres du Conseil supérieur du Travail. Quant à la représentation proportionnelle, elle existe évidemment, mais en raison inverse du nombre des catégories représentées. Chacun sait, en effet, que les ouvriers sont plus nombreux que les patrons, et qu'il y a, dans les différentes industries et branches commerciales environ cinq millions d'ouvriers contre deux millions de patrons. Notez qu'ils ont le même chiffre représentatif.

Pourtant, si le Conseil restait ainsi composé de ces deux éléments, il n'y aurait que demi-mal. Les forces en présence étant égales, on pourrait comparer le Conseil à une sorte de Commission mixte, une copie des tribunaux de prud'hommes ayant de plus hautes attributions, et l'on se demanderait simplement pourquoi on n'a pas employé le même mode de votation que pour les Conseils de prud'hommes.

Il n'en est pas ainsi. Non seulement le mode de votation est moins libéral, mais encore, par la composition même de cette assemblée, l'élément capitaliste y aura toujours la majorité, par suite de l'introduction des vingt-deux membres de la troisième catégorie.

Donc, en admettant que les travailleurs élus soient décidés à faire leur devoir, voici comment, selon toute probabilité, sera partagée cette assemblée :

1<sup>o</sup> 22 membres ouvriers + 1 député + 2 membres de droit. — Total : 25 membres.

2<sup>o</sup> 22 membres patrons + 3 sénateurs + 4 députés + 4 membres choisis par le ministre + 8 membres de droit. — Total : 41 membres.

La majorité gouvernementale sera de 2 contre 1, sans espoir de variation, même en comptant sur les progrès de l'opinion.

C'est charmant!... Mais nous voici en séance. On va protester contre ceci, contre cela. On déposera tel projet. Non pas! Lisez le décret :

« L'ordre du jour de la session est arrêté par le ministre. »

D'ailleurs, le Conseil, trop turbulent, ne se réunit que quinze jours par an... Mais une Commission permanente est nommée par le Conseil lui-même, qui nomme, bien entendu, de ses membres à tendances capitalistes.

Cette Commission est composée de : sept patrons, sept ouvriers (les plus sages), un sénateur, 1 député (le plus conservateur), et cinq membres de droit. Cette Commission élit son président; ce peut être un ouvrier... Voyez combien ils ont intérêt à être sages.

Que fait cette Commission?... Elle ouvre des enquêtes à la demande du ministre — c'est-à-dire quand celui-ci le juge utile pour sa cause, ou la cause de son gouvernement — sur la condition du travail, des travailleurs, et sur les rapports entre patrons et ouvriers.

Elle peut aussi, toujours à la demande du ministre, déposer entre ses mains un rapport sur les causes ou circonstances des grèves ou coalitions patronales.

Cette Assemblée fera-t-elle quelque chose? Nous ne saurions en préjuger. Bornons-nous, pour l'instant, à constater que les réformes à nous présentées ainsi que de jeunes personnes jolies et avenantes, ne sont plus, une fois dépouillées de leurs atours, que d'hypothétiques squelettes.

Lucien Roland.

*Vu le développement du Parti et le travail croissant qui en résulte, les groupes du Parti sont avisés que tout ce qui concerne le Conseil national — qui se réunit régulièrement le mardi de chaque semaine — doit être adressé au secrétaire pour l'intérieur, le citoyen Jules Guesde;*

*Tout ce qui concerne le journal Le Socialiste, rédaction et administration, doit être adressé au citoyen Jean-Bertrand;*

*Tout ce qui concerne la Bibliothèque du Parti, les cartes d'adhérent, les timbres et les insignes, doit être adressé au citoyen Habace.*

## Autres Votes

Les partisans de la participation d'un socialiste au gouvernement de la bourgeoisie ont passé sous silence les votes de Millerand. Ils n'en constituent pas moins, hélas! cependant, une trahison envers la classe ouvrière, dont le ministre du commerce s'est autrefois posé en défenseur. Ils constituent aussi une abdication des principes socialistes que le même ministre s'efforçait de répandre avant qu'il ne fût entré dans le ministère de défense patronale qu'illustrèrent si bien les compères Waldeck-Rousseau et Galliffet.

A une telle attitude ne correspond aucune excuse, aucune explication. Que les votes aient été émis par Millerand « la mort dans l'âme » ou « la joie dans le cœur » — j'emploie à dessein ces expressions populaires — peu importe, ils sont émis et ils demeurent avec toutes leurs conséquences.

Les responsabilités sont entières et pèsent plus lourdement quand l'homme qui les supporte les a prévues. La solidarité est faite de ces obligations et de ces complications dans un gouvernement bourgeois.

demandait à avoir sa part du gâteau.

Et le résultat que Taine avait déjà mentionné sans s'y arrêter, — le nombre des gens du commun, comme on disait, exécutés à Paris, dépassé de beaucoup les victimes de la noblesse et du clergé. Les petits marchands, les épiciers, les boulangers, etc., montent au nombre respectable de 346. — Il faut leur ajouter les ouvriers des métiers, tels que les coiffeurs (c'est peut-être la corporation qui a le plus payé de sa tête), les vigneron, les charrons, les domestiques, et enfin les cultivateurs : au total, près de 400.

Et ceci — rien que pour Paris. Si l'on pouvait avoir les listes des victimes dans les autres parties de la France, l'on aurait là les véritables assises du pouvoir bourgeois, et, comme le fait remarquer le père de notre Constitution, M. Wallon, dans son étude sur le Tribunal révolutionnaire, sur les 1.250 condamnations prononcées avant le 9 Thermidor, « il n'y en a pas dix, il n'y en a pas deux » qui soient loyales. C'est que la bourgeoisie, comme une classe qui veut triompher, se servait du mot plus tard prononcé par un prétendant heureux, elle sortait de la légalité commune pour rentrer dans le droit, son droit à elle, c'est-à-dire son intérêt de classe!

C. B.

Qu'il le veuille ou non, le socialiste qui se trouve conquis par le pouvoir ministériel se retourne contre sa classe, contre le socialisme. Ses mouvements, ses actes lui sont dictés, commandés par la classe qui l'a appelé. Il est tenu par un ressort implacable — l'intérêt capitaliste — qui le dirige et l'empêche d'accomplir quoi que ce soit de sérieux dans l'intérêt des travailleurs.

A l'appui de ce que nous avançons nous allons citer quelques exemples encore, puisque plusieurs mois d'expérience malheureuse ne peuvent pas arrêter la propagande ministérielle de certains socialistes. Dans son numéro du 14 janvier, le *Socialiste* a publié une première série des votes de Millerand. Voici une seconde série des votes émis pendant les mois de janvier et de février. Ils sont extraits du *Journal officiel*.

Millerand a voté *contre* la priorité en faveur de l'ordre du jour Dejeante qui exprimait le regret de l'intervention de l'armée dans les grèves du Doubs, de Saône-et-Loire, de la Loire et de l'Isère, mais il a voté *pour* l'ordre du jour qui approuvait cette intervention de l'armée sur le champ de grève. (Séance du 18 janvier).

Millerand a voté *contre* le projet de résolution Zévaès tendant à inviter le Gouvernement à faire discuter et voter par le Sénat la proposition de loi réglementant le travail des ouvriers et employés de chemin de fer. (Séance du 19 janvier).

Millerand a voté *contre* l'amendement Berthelot tendant à une augmentation de crédit afin d'assurer aux gens de service des facultés de Paris et des départements le minimum de salaire reconnu indispensable. (Séance du 24 janvier).

Millerand a voté *contre* l'amendement Holtz tendant à la création de nouveaux emplois destinés à alléger les charges des courriers-convoyeurs. (Séance du 9 février).

Millerand a voté *contre* l'amendement Magnaudé tendant à une augmentation de crédit pour donner uniformément aux facteurs urbains et ruraux un congé de quinze jours par an.

Millerand a voté *contre* l'amendement Lemire tendant à accorder des allocations de 50 francs aux agents et sous-agents des postes chargés de famille et dont le salaire est inférieur à 2.000 francs; *contre* l'amendement Groussier tendant à accorder aux employés des postes des secours et des améliorations diverses; *contre* l'amendement Coutant tendant à accorder la franchise postale aux militaires sous les drapeaux (séance du 9 février).

Millerand a voté *pour* l'ajournement de l'interpellation sur le massacre des grévistes de la Martinique et *contre* le vote immédiat de la proposition tendant à accorder un premier secours de 50.000 fr. aux familles des grévistes (séance du 12 février).

Millerand a voté *contre* le projet de résolution Allard tendant à l'ouverture d'une enquête sur les faits de tous genres signalés dans le rapport du budget de la Guerre (séance du 15 février).

Millerand a voté *d'abord contre* l'amendement Renou tendant à la suppression des périodes de treize et de vingt-huit jours; *ensuite contre* l'amendement Pastre tendant à la suppression de la première période de vingt-huit jours pour les réservistes comptant trente mois sous les drapeaux; *contre* l'amendement Poulain tendant à la suppression des périodes de treize jours; *contre* les amendements Gallot et Derveloy, tendant à la réduction de la durée des périodes de réservistes et des territoriaux (séance du 16 février).

Millerand a voté *contre* l'amendement Cadenat tendant à l'augmentation des salaires des ouvriers civils des magasins militaires de vivres (séance du 17 février).

Millerand a voté *contre* l'amendement Dejeante tendant à la suppression des indemnités aux aumôniers militaires; *contre* l'amendement Dejeante tendant à l'augmentation des experts commissionnés; *contre* l'amendement Breton tendant à la fourniture de chaussettes aux militaires sous les drapeaux (séance du 19 février).

Millerand a voté *contre* l'amendement Colliard tendant à la suppression des vingt-huit et des treize jours pendant l'Exposition; *contre* l'amendement Roch tendant à l'augmentation des salaires des ouvriers et employés des magasins d'habillement et de campement militaires (séance du 22 février).

Millerand a voté *contre* l'amendement Aimond tendant à l'augmentation des salaires des ouvriers des poudreries; *contre* l'amendement Borie tendant à accorder des secours aux anciens soldats ou à leurs veuves; *contre* l'amendement Le Hérisse tendant à l'augmentation des salaires des ouvriers des ma-

nufactures militaires (séance du 23 février).

Tels sont les votes, incomplets mais principaux, de Millerand pendant les deux mois qui viennent de s'écouler. Millerand a ainsi permis à la classe capitaliste de fortifier ses positions ou de les défendre contre les attaques ouvrières et socialistes. C'est là le résultat le plus clair de l'intervention d'un socialiste dans la direction des affaires bourgeoises.

Comme les premiers, ces votes-là sont significatifs, et plus fortement que jamais ils confirment l'opinion que nous nous étions faite : à savoir qu'un socialiste n'a rien à faire dans un gouvernement bourgeois, hormis le mal pour la classe ouvrière et le socialisme.

Charles Véreque.

## LE PARTI OUVRIER EN FRANCE

Paris

**Le 18 Mars.** — L'Agglomération parisienne du P. O. F. prévient tous les militants de la région parisienne, que l'anniversaire du 18 Mars sera célébré cette année par une grande soirée donnée le vendredi 16 mars à 8 heures 1/2 du soir, taverne Henri IV, 21, rue du Pont-Neuf, sous la présidence du camarade Dereure, avec le concours assuré des militants les plus autorisés du parti.

Un avis ultérieur donnera le programme de cette soirée.

L'Agglomération espère qu'en raison du point choisi pour la réunion et de la grande facilité des moyens de transport qui le desservent, nombreux seront les camarades de Paris et de la banlieue qui voudront bien rehausser de leur présence l'éclat de cette fête et lui donner le caractère d'une manifestation du parti, étant donnée la situation actuelle.

Pour le bureau,

J. DELOUTE.

### Agglomération Parisienne

GRUPE D'ÉTUDIANTS COLLECTIVISTES DE PARIS

La salle du siège social du Groupe, 70, boulevard Saint-Germain, était absolument comble jeudi soir 1<sup>er</sup> mars. Le Groupe au complet, de nombreux militants de l'Agglomération et un camarade du Parti ouvrier américain étaient réunis pour entendre une conférence du citoyen Paul Lafargue.

Le citoyen Lafargue a traité un sujet tout d'actualité : *Intellectuels et Socialisme*. Il a montré quelle avait été la situation des intellectuels dans le passé, comment elle s'était modifiée depuis l'avènement de la bourgeoisie au pouvoir et quel était le rôle des intellectuels dans l'état actuel de la société et du socialisme.

Après le citoyen Lafargue, dont la conférence a été hachée d'applaudissements, la citoyenne Carles, présidente de la réunion, et les citoyens Nivet, Bracke, Berthelot, Deloute, Mure et De Cock ont pris la parole pour remercier le conférencier et lui exprimer l'ardent désir de tous les militants de l'entendre souvent à Paris. Le citoyen Lafargue a immédiatement promis son concours pour le 16 Mars à l'Agglomération Parisienne pour la célébration de l'anniversaire de la Commune, et le 24 Mars pour une grande conférence publique à l'Hôtel des Sociétés savantes.

Cette soirée tout intime s'est terminée par des chants révolutionnaires. La citoyenne Carles, accompagnée par la citoyenne Phalippou, a chanté *l'Internationale* et *l'Insurgé*, le citoyen Mure la *Chanson de la Mine* et le citoyen Vinciguerra *Bonhomme n'entends-tu pas?*

En résumé, le Groupe d'Étudiants collectivistes a montré qu'il était une partie vivante de l'Agglomération Parisienne, qu'il n'était point animé de cet esprit séparatiste que d'autres ont manifesté dans le passé pour le plus grand dommage du socialisme.

### 1<sup>er</sup> Arrondissement

Le Groupe donnait dimanche une fête. Nombreuse était l'assistance qui avait répondu à son appel. La salle était magnifiquement décorée. Les tentures rouges la garnissaient presque en entier. Au milieu une grande banderolle rouge portant comme inscription la devise du Parti « Proletaires de tous les pays, unissons-nous. » Tout autour les écussons de Bebel, Jaurès, Blanqui, E. Ferri, etc. De plus, les portraits en grand de Karl Marx, J. Guesde, G. Farjat, etc. Au-dessus de la scène flottait le drapeau du Groupe.

Le concert a commencé à 3 heures. Des artistes de mérite y avaient apporté leur concours. Entre autres nous citerons : MM<sup>es</sup> Liandrat et Lenach, M. et M<sup>me</sup> Sandrette, MM. Dubost, Devès, Desgranges,

Fournier, Jacquet, Massoty, M. Noël, poète, dans ses œuvres.

Le petit Jules, toujours dévoué à notre cause, s'est particulièrement distingué dans *l'Internationale* et la *Carmagnole* du Parti Ouvrier, accompagné aux refrains par l'assistance entière.

Entre la 1<sup>re</sup> et la 2<sup>e</sup> partie du concert, sous la présidence du citoyen Péronin, les citoyens Lévy et Marc Brissac, du Groupe des étudiants socialistes, ont fait une conférence. Le sujet traité était « La Femme et le Socialisme ». Sous le charme de leur éloquence, ces deux orateurs ont montré la femme, considérée au point de vue social, comme un être inférieur. La femme, a dit Lévy, doit travailler de plus en plus à son émancipation et aider celle des hommes par tous les moyens qu'elle a en son pouvoir.

Les applaudissements ont fréquemment interrompu les deux orateurs.

A 7 heures, a commencé un bal conduit par un brillant orchestre, et, jusqu'à minuit, citoyennes et citoyens s'en sont donné à cœur de joie.

Après divers toasts portés à la prospérité du Parti, du Groupe, et à la Révolution sociale, on s'est séparé en se donnant rendez-vous à la plus prochaine occasion.

En somme, bonne journée pour la Sociale.

Le Secrétaire-Adjoint,

LOUIS FORESTIER.

### XVII<sup>e</sup> Arrondissement

Dans sa séance de jeudi dernier, le Groupe collectiviste du XVII<sup>e</sup> Arrondissement, après avoir examiné la situation électorale dans l'arrondissement, a décidé d'opposer aux différentes candidatures réactionnaires du quartier des Batignolles, une candidature de classe nettement socialiste révolutionnaire.

C'est le camarade Lavyssière, ouvrier charpentier, qui a été désigné pour défendre le programme du Parti et soutenir les revendications de la classe prolétarienne.

Le Secrétaire,

G.-P. NORANGE.

### XIX<sup>e</sup> arrondissement.

« Les Citoyens réunis le samedi 3 mars salle Devige, 80, rue de l'Ourcq, après avoir entendu le citoyen Joseph Phalippou, reconnaissent qu'en période capitaliste, tous les gouvernements ne sont et ne peuvent être que l'expression et l'instrument servile de la classe capitaliste. Ils s'engagent à soutenir le bon combat aussi bien par l'action syndicale, que par l'action politique. prennent la résolution de faire triompher aux prochaines élections municipales une candidature d'union nettement socialiste et révolutionnaire et lèvent la séance au cri de : Vive la Révolution sociale. »

Au XIX<sup>e</sup> arrondissement a été constitué un Comité d'Union socialiste révolutionnaire comprenant : les groupes du Parti socialiste révolutionnaire de l'Alliance communiste et du Parti Ouvrier Français du Pont de Flandre. Ce Comité présente comme unique candidat de classe aux prochaines élections municipales le citoyen Joseph Phalippou, secrétaire de la Commission de propagande de l'Agglomération parisienne du P. O. F.

Soutiennent cette candidature :

1<sup>o</sup> Le Groupe collectiviste du quartier d'Amérique;

2<sup>o</sup> Le Cercle collectiviste du XX<sup>e</sup> arrond.

« Les citoyens réunis le 5 mars, salle Adeline, 231 rue de Belleville ;

« Après avoir entendu les citoyens Dupy et Phalippou expliquer le rôle révolutionnaire international qui incombe au prolétariat et les spoliations de toute nature qui caractérisent le système de la production capitaliste ;

« Approuvent leurs déclarations conformes au programme et à la tactique du Parti Ouvrier français et de tout le prolétariat universel organisé en parti de classe.

« Se séparent au cri de : Vive la Révolution sociale ! »

Par ordre,

Le Président de séance,

MURE.

### Nord.

HEM. — La section d'hem du Parti Ouvrier a voté dimanche dernier l'ordre du jour suivant :

« Les adhérents des trois groupes constituant la section d'hem, réunis en assemblée générale le dimanche 4 mars ;

« Après avoir entendu les explications des citoyens Carrette et Gauquié, leurs délégués au Congrès de Roubaix ;

« Approuvent en son entier la conduite de leurs délégués audit Congrès ;

« Félicitent les délégués réunis en Congrès d'avoir voté à l'unanimité l'ordre du jour félicitant le Comité fédéral, et en particulier le citoyen Delory, de leur intervention contre l'élévation à onze heures de la journée de travail des enfants, fixée par la

loi, depuis huit ans, à un maximum de dix heures.

« Et se séparent au cri de : Vive le Parti Ouvrier français ! Vive la République sociale ! »

### Allier.

MONTLUÇON. — Le Parti Ouvrier français dans sa réunion générale de samedi dernier, a adopté le programme municipal local, faisant suite au programme général et municipal du Parti, qui sera présenté et soutenu aux prochaines élections municipales.

La liste de ses candidats a également été arrêtée et c'est par un triomphe éclatant que les électeurs sanctionneront ces décisions en mai prochain.

— Dimanche ont eu lieu les obsèques civiles de la citoyenne Scherich, sœur de notre camarade Dormoy, adjoint.

Une nombreuse assistance avait tenu à prouver sa sympathie à la famille de la défunte.

Le citoyen Constans, en quelques paroles émues, a rappelé la vie de cette famille si chère aux travailleurs montluçonnais.

Quelques jours auparavant avaient eu lieu les funérailles également civiles du citoyen Chaput et de la citoyenne Peigneux, accompagnés par de nombreux camarades.

— Le Conseil Fédéral a adopté le projet du monument à Jean Dormoy, qui doit être inauguré le 1<sup>er</sup> mai de cette année si possible.

— Le Congrès régional de la Fédération et le banquet du 18 Mars s'annoncent comme devant avoir un grand succès, sous la présidence du citoyen P. Lafargue et la présence des citoyens Sauvanet et Dufour, députés.

DOMÉRAT. — Dimanche dernier, le Comité d'études sociales de cette commune, adhérent au P. O. F., avait organisé une grande réunion publique pour entendre le citoyen Constans, conseiller général, rendre compte de son mandat.

C'est devant une nombreuse assistance qu'il a rappelé toutes les propositions et vœux qu'il a faits au Conseil général en faveur de son canton et de la classe ouvrière en général.

Il a rappelé les décisions du Congrès général du Parti socialiste et le triomphe de notre doctrine qui y a prévalu contre les idées fausses des partisans de la participation des socialistes au gouvernement bourgeois.

Il a exhorté tous les travailleurs à se ranger sous les plis du drapeau du Parti Ouvrier français.

Plusieurs camarades du Comité de cette commune ont ensuite pris la parole au sujet des prochaines élections municipales et invité tous les assistants à les seconder dans leurs efforts.

Un ordre du jour acclamant le socialisme et la doctrine du P. O. F. a ensuite été adopté à l'unanimité.

### Aube.

TROYES. — Le citoyen Paul Pédron a fait samedi dernier à Troyes, au siège social du groupe du Parti Ouvrier français du quartier-bas, une intéressante conférence sur « Le Parti Ouvrier aux Hôtels-de-Ville. »

Paul Pédron a développé l'œuvre du Conseil municipal socialiste d'Ivry.

Un ordre du jour remerciant le conférencier, félicitant le Conseil municipal d'Ivry de son œuvre et s'engageant à faire triompher à Troyes le programme municipal du Parti Ouvrier a été voté.

Au mois de mai prochain, c'est le drapeau du Parti Ouvrier qui flottera sur l'Hôtel-de-Ville de Troyes.

### Marne.

EPERNAY. — Les juges rendent des services et non des arrêts, à Epernay comme partout ailleurs.

Instruments de la classe bourgeoise et réactionnaire, ils frappent les socialistes avec la plus extrême sévérité.

Mercredi, le juge de paix opérant. Plusieurs de nos amis ont été condamnés pour les délits les plus fantaisistes signalés à la justice par les argousins de la ville. Il fallait bien donner aux cléricaux leur revanche et effacer par des condamnations le mémorable four qu'ils firent il y a quinze jours avec le député Lerolle.

Les condamnations ont été prononcées en raison du degré de militantisme des camarades poursuivis.

C'est ainsi que notre ami Richard a eu pour son compte deux jours de prison et quinze francs d'amende.

Samedi prochain d'autres camarades passeront en correctionnelle ; leur affaire est claire.

Ditès après que les ministères de défense républicaine qui renferment des socialistes ne servent pas à quelque chose !

### Eure-et-Loir.

Continuant la propagande méthodique dans la région, le groupe du Parti « Le Réveil social » de Dreux avait organisé deux réunions publiques dimanche dernier. L'une



à Anet, petite ville bourgeoise, où le citoyen Georges Maillet a exposé ce qu'était l'anticléricalisme du Parti Ouvrier aux applaudissements unanimes des cent cinquante citoyennes et citoyens qui se pressaient dans la salle.

L'autre à Ezy (Eure), un des centres peigniers les plus importants de France. Sous la présidence du citoyen Roger, secrétaire du syndicat des ouvrières et ouvriers peigniers, notre ami Maillet parla sur les syndicats et leur rôle social. Il montra l'évolution capitaliste que subissent si péniblement les peigniers : l'industrie capitaliste est en train de dessaisir l'ouvrier peignier de son outil, de son moyen de production. Elle n'a pas encore trouvé la machine perfectionnée qui fera que le travailleur n'aura plus besoin de technicité. En attendant, c'est déjà la force motrice, — louée et payée par les travailleurs, — qui pousse cette corporation dans la voie de la grande exploitation industrielle.

Nos amis d'Ivry-la-Bataille, de L'Habit, Bois-le-Roi, tous membres du syndicat, étaient venus en grand nombre et ils n'ont pas épargné les applaudissements au conférencier.

Après la réunion publique, c'est une réunion privée qui s'est spontanément constituée. Trente camarades — ouvriers et ouvrières — ont formé un groupe qui adhère dès maintenant au Parti Ouvrier Français ; le groupe d'Ezy-Saussay, — après une belle causerie du citoyen Maillet, qui a fait applaudir la tactique et la doctrine du Parti Ouvrier Français.

Nos amis peigniers des trois communes, Bois-le-Roi, Ivry-la-Bataille et L'Habit ont proposé à leurs patrons — par l'intermédiaire de leur syndicat et de son dévoué secrétaire notre ami Roger — l'unification des tarifs en vigueur. Les patrons ont 24 heures pour dire s'ils acceptent cette unification. S'ils ne l'acceptaient pas, ce serait la grève à outrance des peigniers dans toute la région.

Le citoyen Georges Maillet était accompagné dans ces deux réunions par des amis du « Réveil social » : les citoyens Courtois, secrétaire du syndicat de la chaussure à Dreux, Fauvel, Joseph Pierre, trésorier du « Réveil social », etc., — ainsi que plusieurs citoyennes membres du « Réveil social » de Dreux.

Adresser toutes les communications — pour le groupe d'Ezy-Saussay — au secrétaire, le citoyen Émile Noé, peignier, ou au trésorier le citoyen Alfred Ferrière, mécanicien, à Ezy (Eure).

#### Loiret

MONTARGIS. — Les ouvriers des usines de produits chimiques appartenant à la riche Compagnie de Saint-Gobain se sont mis en grève jeudi dernier.

Les grévistes demandent une augmentation de salaire et le renvoi du directeur.

Notre ami Jean-Bertrand s'est mis pendant trois jours à la disposition des grévistes dont le triomphe paraît certain, aucun ouvrier ne s'étant présenté aux portes de l'usine depuis le commencement de la grève.

Ajoutons qu'un syndicat comprenant l'unanimité des ouvriers des deux usines a été constitué.

#### Bouches-du-Rhône

AIX. — Notre ami et collaborateur A. Zévaès vient de donner dans l'arrondissement d'Aix, à Grans, à Bouc et à Gardannes trois conférences publiques qui avaient attiré un public nombreux et qui ont obtenu un vif succès.

A Grans, le citoyen Zévaès était accompagné par notre camarade Saturnin Martin, membre du Groupe d'études sociales de Salon ; et à Bouc, par le citoyen G. Baron, conseiller général d'Aix. A Bouc et à Gardannes, il a été, en excellents termes, présenté à l'assemblée par le citoyen Clément Mary.

Dans différentes communes de l'arrondissement d'Aix, les socialistes se préparent à lutter victorieusement aux prochaines élections municipales.

#### Seine-et-Oise

PERSAN. — Le citoyen J. Vogt, maire de Persan, vient d'adresser au citoyen Delory, maire de Lille, son adhésion à la Fédération nationale des Élus du Parti Ouvrier Français. Nous félicitons le citoyen Vogt de sa détermination et nous l'assurons que dans notre Parti, il trouvera une doctrine et une tactique de classe qui, bien comprise par les travailleurs, les conduira sûrement à leur émancipation. Il sera le bienvenu, et, avec ses aînés, pourra coopérer au triomphe prochain de la Révolution sociale.

#### CHEMINS DE FER DE P.-L.-M.

A l'occasion des Régates Internationales de Cannes (3 au 20 mars 1900), des Régates Internationales de Nice (2 au 16 avril 1900), des vacances de Pâques, du Tir aux pigeons de Monaco, la Compagnie délivrera jus-

qu'au 30 avril 1900 inclus, des billets d'aller et retour, 1<sup>re</sup> classe, valables pendant 20 jours, et dont le prix au départ de Paris sera de 177 fr. 40 pour Cannes. — 182 fr. 60 pour Nice. — 186 fr. 80 pour Menton.

On trouvera ces billets et des prospectus détaillés aux gares de Paris-Lyon ou Paris-Nord, ainsi que dans les bureaux de ville de la Compagnie P.-L.-M. et dans les agences spéciales.

#### VIENT DE PARAÎTRE

## Bulletin Mensuel

DE LA

### FÉDÉRATION NATIONALE

#### des Élus du Parti Ouvrier Français

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

MAISON DU PEUPLE, 21, rue de Béthume  
LILLE

Prix de l'Abonnement : 1 franc par an  
Prix du Numéro : 10 centimes

Sommaire du n° 4. — Mars 1900

Avis aux élus. — Ce qu'on fait les socialistes dans les conseils municipaux. — Nécrologie. — Le Congrès de Roubaix et la prochaine bataille électorale. — Ecoliers et socialistes. — Un de plus. — Le Parti Ouvrier à l'Hôtel-de-Ville (Issoudun, Marseille, Nantes, Roanne, Roubaix). — Les patronages laïques. — La santé des enfants pauvres. — Les mairies du Parti ouvrier (Ste-Savine-Croix). — La question du Gaz. — Action socialiste dans les corps élus ; etc., etc.

NOTA. — Nous ne saurions trop recommander à tous nos amis de lire le « Bulletin des Élus » qui leur sera très utile. Adresser lettre, mandat et communication au citoyen Gustave Delory, secrétaire de la Fédération, Maison du Peuple, 21, rue de Béthume, Lille.

La Bibliothèque du Parti (5, rue Rodier), tient à la disposition des Groupes :

### La Carmagnole du Parti Ouvrier

Paroles et Musique

### L'Insurgé

Paroles et Musique

### L'Internationale

Paroles et Musique

### La Marche du 1<sup>er</sup> Mai

Paroles et Musique

au prix de 2 fr. 50 le cent franco à domicile.

S'adresser : 5, Rue Rodier

## Diamants Rusty

21 — Boulevard Poissonnière — 21  
PARIS

Inaltérables et plus beaux que les vrais

## PERLES RUSTY

Imitation absolument parfaite

21 — Boulevard Poissonnière — 21

Bagues de fiançailles, corbeilles de mariage. — Alliances or et argent. — Colliers de perles — Epingles de cravate, boucles, broches, bijoux de toutes sortes.

Adresser lettres et mandats au citoyen

### Louis ROUILLÉ

Fondateur de la marque RUSTY

21, Boulevard Poissonnière  
PARIS

Vient de paraître :

#### LE SOCIALISME

ET

#### CONQUÊTE DES POUVOIRS PUBLICS

PAR

Paul LAFARGUE

Brochure de propagande

Prix 0 fr. 10 (port en sus 0.05)

7 fr. le cent (port compris)

#### ATELIER DE RETOUCHES & RÉPARATIONS TRAVAIL A FAÇON

## LANGLAIS

(P. O. F.)

TAILLEUR

POUR HOMMES & POUR DAMES

59, Rue Oberkampf, 59

PARIS

VIENT DE PARAÎTRE :

### L'APPLICATION DU SYSTÈME COLLECTIVISTE

par Lucien DESLINIÈRES

Préface de J. JAURÈS

VOLUME DE 520 PAGES

PRIX : 5 francs (port compris)

Adresser demandes à la Bibliothèque du Parti

5, Rue Rodier, PARIS

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON  
ET A LA MÉDITERRANÉE

#### Fêtes du Carnaval

A l'occasion des Fêtes du Carnaval, les coupons de retour des billets d'aller et retour délivrés à partir du 24 février, seront tous valables jusqu'aux derniers trains de la journée du 28 février.

Toutes nos mesures sont prises pour que le Socialiste parvienne régulièrement à nos Groupes les plus éloignés, le Samedi au plus tard.

La Cie P.-L.-M. organise, avec le concours de l'Agence Desroches, plusieurs excursions qui permettront de visiter de Javvier à Mars :

Les unes, l'Italie et le Littoral de la Méditerranée (Carnaval de Nice) ;

Les autres, l'Égypte et le Nil et la Syrie et Palestine.

Dates de départ et prix suivant l'itinéraire choisi.

S'adresser, pour renseignements et billets, aux bureaux de l'Agence Desroches, 21, rue du faubourg Montmartre, à Paris.

#### COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST

La Compagnie de l'Ouest, pour répondre au désir qui lui a été exprimé, a mis en circulation, les dimanches et jours de fêtes, le train n° 2 de Saint-Germain à Paris, partant de Saint-Germain à 4 h. 29 du matin et arrivant à Paris à 5 h. 10 qui, jusqu'à présent, n'avait lieu que les jours de semaine.

Cette amélioration profitera, tant aux ouvriers, pour lesquels le train n° 2 a été spécialement créé, qu'aux nombreux commerçants qui s'en servent pour venir faire leurs achats aux Halles

#### CHEMIN DE FER DU NORD

Ouverture de la gare de St-Ouen-les-Docks au service des colis postaux.

Les habitants suburbains de la région Nord-Ouest apprendront avec plaisir que, depuis le 5 octobre dernier, la Compagnie du Chemin de fer du Nord a installé un service de colis postaux dans sa gare de Saint-Ouen-les-Docks. Désormais, des colis postaux de 3, 5 et 10 kg., livrables en gare ou à domicile, de toutes catégories et pour toutes destinations, pourront être expédiés ou reçus par cette gare.

Il est permis d'espérer que la mesure, si elle réussit, pourra être étendue à quelques autres communes suburbaines de Paris.

## APERÇU HISTORIQUE

Sur le Parti Ouvrier Français

PAR

Alexandre ZÉVAÈS

(Brochure de 112 pages)

Premières tentatives ouvrières et socialistes. — Le Congrès de Paris (1876). — L'Égalité. — Le Socialisme en police correctionnelle. — Le Congrès de Marseille (1879). — Constitution définitive du Parti Ouvrier Français. — Possibilisme et Parti Ouvrier. — L'agitation socialiste de 1883 à 1888. — Pendant le boulangisme ; les élections générales de 1889. — Les Premier-Mai. — Les Congrès de Lille et de Lyon. — Le programme municipal ; le programme agricole. — Le Parti Ouvrier de 1893 à 1898. — Le Parti Ouvrier et l'action Syndicale. — Le Parti Ouvrier Français et son action internationale. — L'œuvre du Parti Ouvrier Français.

ANNEXES : Tableau des résultats obtenus par le Parti Ouvrier Français aux élections législatives de 1881, 85, 89, 93, 98. — Liste des Congrès nationaux, régionaux et départementaux, tenus depuis 1876 par le Parti Ouvrier Français et par les Fédérations régionales et départementales du Parti. — Le Socialisme aux Antilles.

PRIX : 0 fr. 25. — 20 francs le cent.

A la Bibliothèque du Parti Ouvrier Français

5, rue Rodier, PARIS

## DENTISTERIE NOUVELLE

2, Rue Nollet, 2

Défie toute concurrence au point de vue de l'exécution de ses travaux et de l'honnêteté de ses prix.

Rapports directs entre le praticien dentiste et les clients.

Suppression des médecins, docteurs ou autres dentistes, exploitant simplement la profession.

## Quatre Pamphlets Socialistes

Le Droit à la Paresse.

La Religion du Capital.

Pie IX au Paradis.

L'Appétit vendu.

PAR

Paul LAFARGUE

160 Pages. — Prix : 1<sup>er</sup> 20 (Port compris)

S'adresser à la bibliothèque du PARTI OUVRIER FRANÇAIS, 5, rue Rodier, PARIS



## LABORATOIRE

DES

Produits granulés Dosimétriques

152, Boulevard Diderot, PARIS

Nos granulés dosimétriques se recommandent particulièrement par le dosage exact des substances actives qu'ils contiennent, grâce à notre nouvelle méthode de préparation.

Ne pas les confondre avec certains autres qui, pour la plupart, ne sont que du sucre cristallisé coloré seulement par des substances actives.

Un flacon de kola, coca ou glycero-phosphate de chaux granulé sera adressé à titre d'échantillon aux lecteurs de ce journal contre l'envoi de 2 fr. (au lieu de 4 fr.)

Demandez nos granulés dans toutes les bonnes Pharmacies

Les journaux du Parti sont priés de reproduire la note suivante :

#### PETITE BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE

Pour 1 fr. 25, la Bibliothèque du Parti Ouvrier Français (5, rue Rodier, à Paris), envoie franco à domicile les Brochures suivantes :

1. Programme du Parti Ouvrier, par Jules Guesde et Paul Lafargue.
2. Disparition de la Petite Propriété, par K. Kaustky.
3. Des lois protectrices du Travail, par Jules Guesde.
4. Le Communisme et l'Évolution économique, par Paul Lafargue.
5. Le Collectivisme au Palais-Bourbon, par Jules Guesde.
6. Manifeste du Parti Communiste, par Karl Marx et F. Engels.
7. Patriotisme et Internationalisme, par Jean Jaurès.
8. Le Problème et la Solution, par Jules Guesde.

Le Gérant : E. DELADERERE.

Paris. — Imp. du « Socialiste », WATRELET et VIGOT, 48, rue d'Odessa  
Composé et tiré par des Ouvriers Syndiqués.